



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 30 du 1er octobre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1er octobre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1149
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1149
CABINET.....	1149
Bureau de la prévention et de la sécurité.....	1149
Décision d'approbation du renouvellement de la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle.....	1149
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1149
Bureau des usagers de la route.....	1149
Arrêté du 27 septembre 2013 relatif à la session 2014 du certificat de capacité professionnelle de taxi.....	1149
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1150
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	1150
Arrêté du 25 septembre 2013 portant affectation du reliquat du produit de la surtaxe locale temporaire - Gare de TOUL.....	1150
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1150
Arrêté du 24 septembre 2013 autorisant le rattachement des communes de BATILLY et SAINT-AIL à la Communauté de Communes du Pays de l'Orne au 1er janvier 2014.....	1150
Arrêté du 24 septembre 2013 autorisant le rattachement des communes de FILLIÈRES, TIERCELET et VILLERS-LA-MONTAGNE à la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY au 1er janvier 2014.....	1150
Arrêté du 24 septembre 2014 autorisant le rattachement des communes de BRATTE, MOIVRONS et VILLERS-LÈS-MOIVRONS à la Communauté de Communes de Seille et Mauchère au 1er janvier 2014.....	1151
Bureau des procédures environnementales.....	1151
Arrêté du 27 août 2013 accordant un permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Forcelles » à la société Terre SA (Meurthe-et-Moselle).....	1151
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1152
Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité.....	1152
Arrêté N° 54-2013-00024 du 30 septembre 2013 autorisant la Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois à aménager une voie douce entre ROSIERES-AUX-SALINES et DOMBASLE-SUR-MEURTHE.....	1152
Arrêté N° 54-2013-00126 du 19 septembre 2013 autorisant à titre temporaire la Communauté Urbaine du Grand Nancy à entreprendre les travaux de maintenance 2013 pour le barrage de MÉRÉVILLE.....	1154
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1157
Bureau de l'interministérialité.....	1157
Extrait de décision du 20 août 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1157
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1157
DIRECTION INTERREGIONALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	1157
Centre de Détention de Toul - Décision du 3 juin 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	1157
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1159
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1159
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-077 du 20 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation des chaussées de l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, entre les PR 263+800 et 261+000.....	1159
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-078 du 23 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de signalisation horizontale de l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, entre les PR 256+650 et 252+900.....	1161
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1162
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1162
Etablissements de santé.....	1162
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0887 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1162
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0890 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1163
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0892 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNÉVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1164
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0893 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-À-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1165
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0894 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1165
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0895 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1166
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0896 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joef, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1167
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0897 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1168
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0898 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1169
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0899 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1170
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0900 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1170
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0901 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1171
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0902 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à ALPHA SANTE pour les sites de Thionville et Mont-Saint-Martin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013.....	1172
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1173
Produits de santé et biologie.....	1173
Arrêté N° 2013-0921 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE sur le site de MERCY afin d'assurer l'activité optionnelle de stérilisation des dispositifs médicaux des sites de THIONVILLE et HAYANGE du CHR, et la sous-traitance l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux du Centre Hospitalier de BRIEY.....	1173
Arrêté N° 2013-0923 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital d'HAYANGE en conséquence du transfert de ses autorisations d'activités de soins au Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE.....	1174
Arrêté N° 2013-0924 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY en ce qui concerne la sous-traitance des activités optionnelles de stérilisation des dispositifs médicaux et de préparation des chimiothérapies.....	1175
Arrêté N° 2013-0925 en date du 20 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN en ce qui concerne la sous-traitance des préparations de chimiothérapies à la Pharmacie à Usage Intérieur du site d'HAYANGE du Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE.....	1175
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1176

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1176
Décision du 20 septembre 2013 d'agrement d'une entreprise solidaire à VANDOEUVRE-LES-NANCY au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1176
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1176
Arrêté du 23 septembre 2013 en matière gracieuse et contentieuse relevant du code général des impôts.....	1176
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1177
POLE GESTION FISCALE.....	1177
Décision du 1er septembre 2013 portant désignation de M. Thierry TROTTIER, vice-président au tribunal administratif, et de Mlle Camille DOUMERGUE, conseiller au tribunal administratif, pour présider la Commission Départementale des Impôts directs et des Taxes sur le Chiffre d'affaires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er septembre 2013.....	1177
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE NANCY CHU.....	1178
Procuration du 16 septembre 2013 sous seing privé et délégation de signature à Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur Divisionnaire.....	1178
Procuration du 16 septembre 2013 sous seing privé et délégation de signature à M. Bruno STORAI, Inspecteur des Finances Publiques.....	1178
TRESORERIE DE LONGUYON.....	1178
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Michèle MASSA, Contrôleur 2ème classe des Finances Publiques.....	1178
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Eliane MOSCHEL, Contrôleur 2ème classe des Finances Publiques.....	1179
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Fabrice PIERROT, Agent d'administration principal 2ème classe des Finances Publiques.....	1179
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Jean-Jacques WATRIN, Contrôleur principal des Finances Publiques.....	1179
TRESORERIE DE NANCY MUNICIPALE.....	1180
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Ouafa BEN BOUBAKER, Inspectrice des Finances Publiques.....	1180
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Anne-Claire CREPIN, Inspectrice des Finances Publiques.....	1180
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Franck SCHWALLER, Inspecteur des Finances Publiques.....	1180
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1181
DIRECTION.....	1181
Arrêté DDCS n° 91 du 19 septembre 2013 portant approbation de la convention constitutive du groupement social et médico-social « l'Accueil familial de Meurthe-et-Moselle » dont le siège social est à la mairie de LONGUYON.....	1181
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1181
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1181
Unité forêt - chasse.....	1181
Arrêté n° 379 du 23 septembre 2013 prononçant une distraction du régime forestier - Territoire communal de MERCY-LE-BAS.....	1181
Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 346 du 24 septembre 2013 fixant la composition du comité technique de Meurthe-et-Moselle.....	1182
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1182
Cellule nature - biodiversité - pêche.....	1182
Arrêté SEEB-NBP-2013/26 du 26 septembre 2013 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques.....	1182
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	1183
Arrêté DDSIS N° 2792/2013 du 21 août 2013 portant actualisation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle.....	1183
AUTRES SERVICES.....	1183
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	1183
DIRECTION.....	1183
Décision n° DIR/20/2013 du 25 septembre 2013 portant délégation de signature.....	1183

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau de la prévention et de la sécurité***Décision d'approbation du renouvellement de la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle**

VU les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits ;

VU la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

VU le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit ;

VU le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Par décision du premier président de la cour d'appel de Nancy et du préfet du département de Meurthe-et-Moselle, la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle, groupement d'intérêt public, en date du 18 mars 2013, est approuvée.

Extraits de la convention constitutive

Dénomination : Le groupement d'intérêt public est dénommé « Conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle ».

Objet du groupement : Le conseil départemental de l'accès au droit a pour objet l'aide à l'accès au droit dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Identité de ses membres :

En application de l'article 55 de la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1991, le conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle est constitué entre :

- l'Etat, représenté par le préfet du département de Meurthe-et-Moselle et par le président du tribunal de grande instance de Nancy ;
- le département de Meurthe-et-Moselle représenté par le président du Conseil général ;
- l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle représentée par son président ;
- l'ordre des avocats du barreau de Nancy, représenté par son bâtonnier ;
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau de Nancy, représentée par son président ;
- la chambre départementale des huissiers de justice de Meurthe-et-Moselle, représentée par son président ;
- la chambre départementale des notaires de Meurthe-et-Moselle, représentée par son président ;
- l'association CIDFF - Nancy, représentée par son président ;

Membres de droit

Et par :

- la Communauté Urbaine du Grand Nancy, représentée par son Président ;
- la Ville de Toul, représentée par son Maire ;
- la Ville de Lunéville, représentée par son Maire ;
- La Ville de Dieulouard, représentée par son Maire ;
- La CARPA de Briey, représentée par son Président ;
- l'Association A.N.N.E., représentée par son Président ;

Membres associés (dernier alinéa de l'article 55 susvisé).

Adresse du siège du conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle :

Le siège du groupement est fixé au siège du tribunal de grande instance de Nancy, rue du Général Fabvier, 54035 Nancy Cedex.

Durée du groupement :

Le groupement est constitué pour une durée de 10 années, à compter de la publication de la décision approuvant la convention.

Régime comptable applicable au groupement :

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles de droit de la comptabilité publique.

Régime de droit applicable aux personnels propres du groupement :

Le personnel propre du conseil départemental de l'accès au droit de Meurthe-et-Moselle est soumis à un régime de droit public.

Règles de responsabilité des membres :

Le groupement est constitué sans capital.

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur contribution aux charges du groupement.

Les membres du groupement ne sont pas solidaires à l'égard des tiers.

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des usagers de la route***Arrêté du 27 septembre 2013 relatif à la session 2014 du certificat de capacité professionnelle de taxi**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le décret n° 95-935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxis,

VU l'article 2 de l'arrêté ministériel du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - La session 2014 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi est organisée en Meurthe-et-Moselle comme suit :

Les demandes d'inscription à l'intégralité des unités de valeur du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, ou à certaines d'entre elles, doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) au plus tard, le jeudi 14 août 2014.

Les épreuves d'admissibilité comportant les unités de valeur (UV) : UV1, UV 2 et UV 3 se dérouleront le mardi 14 octobre 2014.

L'épreuve d'admission comportant l'UV 4, de portée locale, aura lieu à partir du lundi 24 novembre 2014.

Article 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 27 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Arrêté du 25 septembre 2013 portant affectation du reliquat du produit de la surtaxe locale temporaire - Gare de TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°866 du 15 septembre 1942 relative à la perception des surtaxes locales temporaires sur les chemins de fer d'intérêt général, les voies ferrées d'intérêt local, les voies des quais des ports maritimes ou fluviaux et les services de transports routiers en liaison avec les chemins de fer,

VU le décret n°77-785 du 13 juillet 1977 relatif à la perception des surtaxes locales temporaires,

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 1990 autorisant la perception d'une surtaxe locale temporaire,

VU la délibération du conseil municipal de Toul du 29 février 2012 donnant son accord sur l'utilisation du reliquat de la surtaxe locale temporaire,

VU l'avis sans objection de la mission de contrôle économique et financier des transports du 18 mars 2013,

VU la demande présentée par la SNCF en date du 28 mars 2013,

ARRETE

Article 1er - Le rendement de la surtaxe locale temporaire autorisée par arrêté préfectoral du 13 août 1990 a permis le remboursement anticipé de l'emprunt de 2,6 MF, soit 396 367,45€, contracté pour financer la modernisation des installations voyageurs en gare de Toul.

La perception de la surtaxe locale temporaire ayant cessé le 26 septembre 2005 et le prêt contracté par la ville de Toul ayant été remboursé, la SNCF – Gares et Connexions est autorisée à utiliser le reliquat des sommes perçues soit 39 218,50€, pour le financement de travaux de rénovation du hall de la gare de Toul.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de la SNCF, le directeur de l'agence gares-est européen et le maire de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage pendant trois mois dans la gare de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 24 septembre 2013 autorisant le rattachement des communes de BATILLY et SAINT-AIL à la Communauté de Communes du Pays de l'Orne au 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5210-1-2 ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 autorisant la création de la communauté de communes du pays de l'Orne ;

VU la lettre de notification du projet d'arrêté de rattachement des communes de Batilly et Saint-Ail à la communauté de communes du pays de l'Orne ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de l'Orne en date du 19 juin 2013 ;

VU l'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale rendu lors de la séance du 16 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales modifiée a notamment comme objectif la couverture intégrale du territoire national par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et des discontinuités territoriales ;

CONSIDÉRANT que les communes de Batilly et Saint-Ail n'appartiennent à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et, qu'à compter du 1er juin 2013, le Préfet procède par arrêté au rattachement de ces communes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - À compter du 1er janvier 2014, les communes de Batilly et Saint-Ail sont rattachées à la communauté de communes du pays de l'Orne.

Article 2 - À compter du 1er janvier 2014 et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux, les communes de Batilly et de Saint-Ail seront représentées au conseil communautaire, chacune, par 3 délégués.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Batilly et de Saint-Ail et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 24 septembre 2013 autorisant le rattachement des communes de FILLIÈRES, TIERCELET et VILLERS-LA-MONTAGNE à la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY au 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5210-1-2 ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 portant création du District Urbain de l'Agglomération Longovicienne ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le District Urbain de l'Agglomération de Longwy en une communauté de communes dénommée « Communauté de communes de l'Agglomération de Longwy » ;
VU la lettre de notification du projet d'arrêté de rattachement des communes de Fillières, Tiercelet et Villers-la-Montagne à la communauté de communes de l'agglomération de Longwy en date du 3 juin 2013 ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy en date du 9 juillet 2013 ;
VU l'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale rendu lors de la séance du 16 septembre 2013 ;
CONSIDÉRANT que la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales modifiée a notamment comme objectif la couverture intégrale du territoire national par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et des discontinuités territoriales ;
CONSIDÉRANT que les communes de Fillières, Tiercelet et Villers-la-Montagne n'appartiennent à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et, qu'à compter du 1er juin 2013, le Préfet procède par arrêté au rattachement de ces communes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - À compter du 1er janvier 2014, les communes de Fillières, Tiercelet et Villers-la-Montagne sont rattachées à la communauté de communes de l'agglomération de Longwy.

Article 2 - À compter du 1er janvier 2014 et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux les communes de Fillières, Tiercelet et Villers-la-Montagne sont représentées au conseil communautaire, chacune, par 2 délégués.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Fillières, Tiercelet et Villers-la-Montagne et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 24 septembre 2014 autorisant le rattachement des communes de BRATTE, MOIVRONS et VILLERS-LÈS-MOIVRONS à la Communauté de Communes de Seille et Mauchère au 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5210-1-2 ;
VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1998 autorisant la création de la communauté de communes de Seille et Mauchère ;
VU la lettre de notification du projet d'arrêté de rattachement des communes de Bratte, Moivrons et Villers-lès-Moivrons à la communauté de communes de Seille et Mauchère en date du 3 juin 2013 ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Seille et Mauchère en date du 27 juin 2013 ;
VU l'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale rendu lors de la séance du 16 septembre 2013 ;
CONSIDÉRANT que la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales modifiée a notamment comme objectif la couverture intégrale du territoire national par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et des discontinuités territoriales ;
CONSIDÉRANT que les communes de Bratte, Moivrons et Villers les Moivrons n'appartiennent à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et, qu'à compter du 1er juin 2013, le Préfet procède par arrêté au rattachement de ces communes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - À compter du 1er janvier 2014, les communes de Bratte, Moivrons et Villers-lès-Moivrons sont rattachées à la communauté de communes de Seille et Mauchère.

Article 2 - À compter du 1er janvier 2014 et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux les communes de Bratte, Moivrons et Villers-lès-Moivrons seront représentées au conseil communautaire chacune par 2 délégués.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes de Seille et Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Bratte, Moivrons et Villers-lès-Moivrons et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 27 août 2013 accordant un permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Forcelles » à la société Terre SA (Meurthe-et-Moselle)

Par arrêté du ministre du redressement productif et du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en date du 27 août 2013, le permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Forcelles » est accordé à la société Terre SA pour une durée de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté au Journal officiel de la République française. Pour cette période, l'engagement financier souscrit par la société est de 200 000 €, les dépenses réalisées seront actualisées par application de la formule d'indexation figurant à l'article 44 du décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain. Conformément à l'extrait de carte au 1/100 000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est délimité par les arcs de méridiens et de parallèles joignant les sommets définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien origine étant celui de Paris :

SOMMET	LONGITUDE	LATITUDE
A	4,14 gr E	53,85 gr N
B	4,20 gr E	53,85 gr N
C	4,20 gr E	53,81 gr N
D	4,12 gr E	53,81 gr N
E	4,12 gr E	53,84 gr N
F	4,14 gr E	53,84 gr N

La surface ainsi définie est de 20 kilomètres carrés environ.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Cet extrait sera inséré au recueil des actes administratifs de cette préfecture et, aux frais de la société Terre SA, publié dans un journal national, régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone couverte par le permis.

Nota. — Le texte complet de l'arrêté et la carte peuvent être consultés dans les locaux du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, direction de l'énergie (bureau exploration et production des hydrocarbures), Grande Arche, paroi Nord, 92055 La Défense Cedex, ainsi que dans les bureaux de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, GreenPark, BP 95038, 57071 Metz Cedex 3.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité

Arrêté N° 54-2013-00024 du 30 septembre 2013 autorisant la Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois à aménager une voie douce entre ROSIERES-AUX-SALINES et DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU la demande d'autorisation, présentée par la communauté de communes des PAYS DU SEL ET DU VERMOIS représentée par M. le Président, enregistrée sous le n° 54-2013-00024, pour entreprendre les travaux de réalisation d'une voie douce et d'une passerelle enjambant la MEURTHE, sur le territoire des communes de ROSIERES-AUX-SALINES et de DOMBASLE, reçue le 13/02/2013 au guichet unique de police de l'eau ;

VU l'avis du gestionnaire du domaine public fluvial en date du 04/03/2013 ;

VU l'avis favorable de l'Agence Régionale de Santé Lorraine, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle en date du 28/02/2013 ;

VU l'avis favorable de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques en date du 14/03/2013 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 29/05/2013 ;

VU le rapport et avis favorable remis par le Commissaire-enquêteur en date du 29/07/2013 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 22/08/2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 12/09/2013 ;

CONSIDERANT que la demande précitée peut être jugée régulière et complète ;

CONSIDERANT que les ouvrages projetés correspondent à l'adaptation d'une infrastructure publique routière, et sont destinés à sécuriser et favoriser les modes de déplacements doux ;

CONSIDERANT que les propositions du permissionnaire pour garantir la sécurité publique vis-à-vis des crues et la préservation du milieu aquatique, sont issues d'une analyse hydraulique et environnementale prenant en compte l'incidence des travaux ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le permissionnaire a émis un avis favorable, par courrier du 25 septembre 2013, dans le délai de quinze jours qui lui a été réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er - Objet de l'autorisation

Le permissionnaire, COMMUNAUTE COMMUNES DES PAYS DU SEL ET DU VERMOIS représentée par son Président, est autorisé en application de l'article L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante :

Travaux de réalisation d'une voie douce et d'une passerelle enjambant la MEURTHE, sur les territoires des communes de ROSIERES-AUX-SALINES et de DOMBASLE

L'opération consiste à réaliser d'une part une passerelle enjambant la Meurthe au niveau de la route départementale n° 116, et dans sa continuité une voie douce entre ROSIERES-AUX-SALINES et DOMBASLE. Les ouvrages seront conformes aux éléments contenus dans le dossier technique joint à la demande du permissionnaire. Toutes les dispositions réductrices ou compensatrices des incidences sur les milieux aquatiques qui figurent dans l'étude d'incidence ou l'étude d'impact, sont applicables sous la responsabilité et à la charge du permissionnaire.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

RUBRIQUE	INTITULÉ	RÉGIME
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues .	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration

3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D) Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Déclaration
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Déclaration

Article 2 - Caractéristiques principales de l'opération

L'ouvrage de franchissement, passerelle enjambant la Meurthe, comprend quatre travées, trois de portée 27,90 m et une de portée 22 m. Le tablier de la passerelle repose sur deux culées et trois piles en rivière. Le projet prévoit, dans la continuité de cet ouvrage, l'aménagement d'une voie douce en bordure de l'actuelle RD116 entre DOMBASLE et ROSIERES-AUX-SALINES. Cette nouvelle voie sera essentiellement réservée aux modes doux, sur un linéaire de 1650 mètres.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, se situeront rigoureusement dans les emprises définies dans les pièces du dossier d'autorisation, soumis à enquête publique, établi sous la responsabilité du permissionnaire. Toute modification dimensionnelle ou structurelle, à justifier, devra faire l'objet d'une demande préalable auprès des services compétents et notamment le service de police de l'eau placé sous mon autorité.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 - Prescriptions spécifiques

Les interventions projetées n'auront pas d'impact permanent sur la qualité des eaux et les écosystèmes aquatiques, ne constitueront pas une restriction aux écoulements de la MEURTHE et seront conduites dans le souci permanent de préserver le milieu naturel.

La réalisation des travaux de construction de la passerelle programmés par le permissionnaire nécessitent la construction dans le lit mineur de batardeaux provisoires. Pendant la durée du maintien des batardeaux, de manière temporaire, un obstacle à l'écoulement des crues va être généré.

L'incidence temporaire des installations de chantier sur les cotes de crue à l'amont de l'ouvrage est prise en compte par les mesures décrites à l'article 4. L'incidence résiduelle, après construction et remise en état des lieux, consistera en un rehaussement ponctuel de la ligne d'eau, au droit du pont du RD 116, de trois centimètres au maximum. Cette incidence ne sera plus significative à quatre cents mètres, sur le cours d'eau, à l'amont de la passerelle.

Avant chaque mise à sec des batardeaux, une pêche électrique de sauvegarde sera effectuée à la charge et à l'initiative du permissionnaire en concertation étroite avec l'ONEMA. L'opération de pêche électrique sera réalisée par un organisme bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 4 - Moyens d'analyses, de surveillance et de sécurité publique

Le permissionnaire aura à charge de garantir la sécurité de son chantier et des abords, ainsi que des tiers éventuellement présents dans la zone d'incidence des interventions.

Avant toute intervention dans le lit mineur de la rivière, le permissionnaire remettra au service de police de l'eau une analyse de la situation des écoulements de la MEURTHE générée par les obstacles provisoires et proposera les mesures de sécurité publique appropriées. Ces mesures porteront principalement, lorsque cela sera possible, sur la restitution des sections d'écoulement initiales –avant les travaux de construction des appuis- ce qui impliquera le démontage des éventuels batardeaux, dans tous les cas, sur une information auprès des tiers situés en amont et en aval, des éventuelles conséquences dommageables. Le permissionnaire apportera systématiquement son aide logistique et financière pour compenser les effets préjudiciables de l'aggravation des écoulements engendrés par ses installations ou ouvrages.

Après validation par les services de police de l'eau, les mesures précitées seront appliquées par le permissionnaire, à charge pour ce dernier de mettre en œuvre le dispositif de fonctionnement correspondant. En tout état de cause la permissionnaire restera responsable du bon fonctionnement du dispositif et des conséquences induites, directes ou indirectes. La validation du dispositif devra être effective avant tout démarrage des phases actives de travaux en rivière.

Article 5 - Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité de la MEURTHE. Le permissionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour éviter les pollutions par hydrocarbures. Un dispositif d'urgence de récupération ou réduction des pollutions accidentelles sera disponible en permanence sur le chantier. L'ONEMA sera immédiatement informé de tout accident susceptible d'entraîner un impact sur le milieu aquatique ou la qualité de l'eau. Il en sera de même pour le service départemental de l'Agence régionale de santé.

Un mois avant le démarrage des travaux et pour chaque phase en cas d'interruption, le permissionnaire devra faire parvenir un planning précis des divers travaux au service de police de l'eau et à l'ONEMA. Les travaux en rivière seront réalisés préférentiellement dans les périodes à plus faible risque de crue. Ces périodes seront définies en concertation avec le service chargé de la police de l'eau.

Article 6 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'achèvement des ouvrages est fixé à cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Au-delà de cette échéance, une nouvelle autorisation sera déposée par le permissionnaire.

La durée globale des phases de travaux sensibles pour le milieu aquatique ou pour les écoulements de la MEURTHE, en particulier la construction des appuis de la passerelle et des remblais en zone inondable, n'excédera trois années successives.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 - Début et fin des travaux – Remise en état définitif

Le permissionnaire doit informer le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, ainsi que le chef de service départemental de l'ONEMA, des dates de démarrage et de fin des travaux et de la date de remise en état définitif des emprises des installations provisoires.

Article 9 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer, dans les délais fixés à l'article 6 aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage

provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 - Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux.

Article 11 - Remise en état des lieux, mesures compensatoires

Si à l'échéance de la présente autorisation, le permissionnaire n'a pas rempli ses obligations, notamment vis-à-vis de la remise en état du site, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci. L'étude et la mise en œuvre de ce projet restent intégralement à la charge du permissionnaire.

Le service de police de l'eau et le service départemental de l'ONEMA seront associés, dans les limites de leurs disponibilités respectives, aux phases de validation des mesures correctives ou compensatoires appropriées, notamment celles qui concernent la **reconstitution des zones humides** détruites, initialement situées sous l'emprise des remblais de la voie, et la **restitution du volume d'expansion des crues**.

Article 12 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 13 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Il en sera notamment ainsi pour ce qui relève de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, ces éléments ne relevant pas de la réglementation « eau ».

Article 15 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation et d'étude d'impact sera mis à la disposition du public, pour information, auprès de la DDT de MEURTHE-ET-MOSELLE, service EEB, 45 rue Sainte Catherine, C.O. N° 60025, 54035 NANCY Cedex –téléphone 03 83 37 71 57, ainsi qu'à la mairie de ROSIERES-AUX-SALINES.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 17 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du PAYS DE SEL ET VERMOIS, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – service de prévision des crues, le commandant du groupement de gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera adressée au Président du Conseil Général de MEURTHE-ET-MOSELLE, au Chef de service départemental de l'ONEMA et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 30 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 54-2013-00126 du 19 septembre 2013 autorisant à titre temporaire la Communauté Urbaine du Grand Nancy à entreprendre les travaux de maintenance 2013 pour le barrage de MÉRÉVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU la demande d'autorisation temporaire, présentée par les services de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, enregistrée sous le n° 54-2013-00126 pour entreprendre en 2013 des travaux de maintenance de la vanne-toit du barrage de Méréville, déposée en application de l'article R. 214-23 du code de l'environnement, reçue le 05/08/2013 au guichet unique de police de l'eau ;

VU l'avis favorable avec réserve impérative de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé du 21/08/2013 ;

VU l'avis sans observation de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine du 20/08/2013 ;

VU l'avis favorable du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du 30/08/2013 ;

VU l'avis de la direction territoriale du nord-est de Voies navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial, du 05/09/2013 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 23/08/2013, et les correctifs ou compléments reçus après cette date, exposés en séance du CODERST du 12/09/2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 12/09/2013 ;

CONSIDERANT que la demande précitée peut être jugée régulière et complète ;
 CONSIDERANT que les interventions d'entretien nécessitent la mise en place d'un batardeau provisoire ;
 CONSIDERANT que le maintien en bon état de fonctionnement des organes manœuvrables du barrage est indispensable d'une part pour assurer sa sécurité et sa pérennité, et d'autre part pour réduire les risques de dysfonctionnement ou d'accident ;
 CONSIDERANT que les propositions du pétitionnaire pour garantir la sécurité publique et la préservation du milieu aquatique sont, en l'état actuel des techniques applicables, appropriées ;
 CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté formalisent ou complètent les propositions du pétitionnaire et permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE**Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE****Article 1er** - Nature et définition de l'autorisation temporaire

Le pétitionnaire, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY, est autorisé, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants et sur la base du contenu du dossier d'autorisation temporaire établi par le Pôle Services Urbains, en application des articles R. 214-1 et suivants du code de l'environnement, à réaliser l'opération suivante :

BATARDAGE, NETTOYAGE ET INSPECTION DE LA VANNE TOIT

L'opération concerne le barrage de MEREVILLE qui est construit sur la rivière Moselle.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

RUBRIQUE	INTITULÉ	RÉGIME
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation

Article 2 - Description des travaux

Les installations provisoires ou travaux ont les caractéristiques définies dans le dossier remis à l'appui de la demande.

Le chantier prévoit les principales opérations successives :

- préparation, acheminement du matériel
- relevage, verrouillage de la vanne toit et ouverture d'un clapet sur la seconde partie du barrage
- opérations de mise en place du batardeau à aiguilles
- moyens de pompage pour mise à sec
- nettoyage
- investigation de diagnostic
- opérations de débardage
- remise en service de la vanne toit

Les durées prévues par le pétitionnaire pour chaque phase sont les suivantes :

- Une journée pour le batardage
- Une journée pour le nettoyage
- Une journée pour le diagnostic de la vanne toit
- Une demi-journée pour le diagnostic des organes de commande
- Une demi-journée pour le diagnostic du génie civil immergé
- Une journée pour le débardage et le retrait des équipements

Titre II : PRESCRIPTIONS**Article 3** - Prescriptions spécifiques

Les interventions projetées n'auront pas d'impact permanent sur la qualité des eaux, n'apporteront pas de gêne définitive aux écoulements du cours d'eau et seront conduites dans le souci permanent de préserver le milieu naturel.

L'impact temporaire est pris en compte par les mesures décrites à l'article 4. Aucun impact résiduel, de quelque nature soit-il, ne subsistera à l'issue des interventions.

Avant chaque mise à sec des batardeaux, une pêche électrique de sauvegarde, si elle s'avère nécessaire, sera effectuée à la charge et à l'initiative du pétitionnaire en concertation étroite avec l'ONEMA. L'opération de pêche électrique sera réalisée par un organisme bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

Dans le cas où des rémanents ou plantes invasives, seraient issus des travaux d'élague et de débroussaillage, ils seraient enlevés du site en respectant les réglementations en vigueur. En aucun cas ils ne seront brûlés sur place.

Article 4 - Moyens d'analyse, de surveillance et de contrôle de l'hydrologie du cours d'eau et interventions

La semaine précédant les prévisions de travaux, une conférence météorologique sera organisée à l'initiative du pétitionnaire, avec le service de police de l'eau, afin de permettre la validation de ses interventions pour la semaine qui suivra.

Comme il s'y est engagé dans son dossier de demande d'autorisation temporaire remis au guichet unique de police de l'eau le 05/08/2013, le pétitionnaire activera, dès le démarrage des interventions en rivière, les dispositions de veille et vigilance des débits de la MOSELLE qu'il a proposé en pages 10, 11 et 12 de son dossier de demande d'autorisation temporaire.

Ainsi, les conditions suivantes devront être impérativement réunies :

- le débit moyen journalier de la MOSELLE sera inférieur à 80 mètres cubes par seconde, avec une tendance au maintien ou à la décroissance
- les prévisions météorologiques excluront des pluies importantes sur les départements des Vosges et de Meurthe-et-Moselle
- toutes les conditions seront réunies pour la vanne toit puisse être débardée en urgence et dans tous les cas avant la fin de la semaine

Article 5 - Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident, information des exploitants de prises d'eau destinée à la consommation humaine

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité du cours d'eau (MOSELLE) ou de ses annexes hydrauliques. L'entreprise prendra toutes dispositions nécessaires pour éviter une éventuelle pollution par hydrocarbures. Un dispositif d'urgence de récupération ou réduction des pollutions accidentelles sera disponible en permanence sur le chantier. L'ONEMA et le service départemental de l'Agence Régionale de Santé seront immédiatement informés de tout accident susceptible d'entraîner un impact sur le milieu aquatique ou la qualité de l'eau.

Indépendamment et dans les mêmes délais, les exploitants des prises d'eau susceptibles d'être impactées par les interventions seront impérativement informés par le pétitionnaire, des démarrages et achèvement des diverses phases d'intervention, ainsi que des incidents ou accidents, générant ou susceptibles de générer, une dégradation de la qualité de l'eau du cours d'eau ou de sa nappe d'accompagnement.

On citera notamment :

- la communauté de communes Moselle-Madon pour son captage situé en aval immédiat du barrage sur la commune de MESSEIN
- les services chargés de la gestion de la prise d'eau brute la communauté urbaine du Grand Nancy en amont immédiat du site des interventions

Article 6 - Délai d'exécution des travaux

L'ensemble des diverses interventions ne devrait pas excéder une durée globale d'intervention d'une à deux semaines.

Toutefois, il appartiendra au pétitionnaire de gérer son planning en tenant compte des contraintes administratives et techniques inhérentes à l'opération.

L'autorisation prendra fin au plus tard six mois après la date de notification du présent arrêté.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation temporaire déposé le 05/08/2013 auprès du guichet unique de police de l'eau, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages provisoires, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 - Début et fin des travaux – Remise en service

Une semaine avant le démarrage des travaux, et pour chaque phase si des interruptions se révélaient nécessaires, le pétitionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au service de police de l'eau, ainsi qu'au service départemental de l'ONEMA.

Le pétitionnaire informera les mêmes services de la date effective de la fin des travaux en rivière et de remise en service définitive du barrage.

Article 9 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des ouvrages, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 - Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, à l'agence régionale de santé et aux exploitants des captages d'eau potentiellement impactés, les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte à leurs installations ou ouvrages.

Il devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le détail de ces mesures sera communiqué sans délai aux services ou communes précités.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'exécution de ses travaux ou interventions.

Article 11 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

Méreville – Messein – Richarménil – Neuves-Maisons – Pont-Saint-Vincent

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public, pour information, à la DDT de Meurthe et Moselle, service EEB, 45 rue Sainte Catherine, C.O. N° 60025, 54035 NANCY Cedex - téléphone 03 83 37 71 57.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, les maires des communes de Méreville, Messein, Richarménil, Neuves-Maisons et Pont-Saint-Vincent, la directrice interrégionale du Nord-Est de Voies navigables de France, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE, le responsable de la délégation départementale de l'agence régionale de santé, le chef du service départemental de l'ONEMA, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine service de prévision des crues, le chef du S.I.D.P.C. de MEURTHE-ET-MOSELLE, le commandant du groupement de gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 19 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de décision du 20 août 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 20 août 2013, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la société SCI RDS l'autorisation de procéder à l'extension d'un ensemble commercial par la création d'un magasin spécialisé en meubles décoration électroménager exploité sous l'enseigne But et disposant de 4000 m² de surface de vente à Houdemont.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Houdemont.

Nancy, le 20 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de Détention de Toul - Décision du 3 juin 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

La Directrice du Centre de Détention de Toul,

VU le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire ;

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1 ;

D E C I D E

Article 1er - Délégation permanente est donnée à Messieurs Pascal HARTUNG et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 - Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché de l'Administration de l'Etat, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint

Article 3 - Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 - Délégation permanente est donnée à Monsieur Claude CHRISTOPH, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 - Délégation permanente est donnée à Mme et MM les officiers suivants :

- M. Christian ECKER, capitaine
- M. Jérémie JACQUART, lieutenant
- M. Philippe ROBET, capitaine
- M. Jozef KALAVSKY, lieutenant
- M. Lionel BARBIER, lieutenant
- Mme Asha SAINT NARCISSE, lieutenant
- M. Lionel GASCARD, lieutenant

aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 - Délégation permanente est donnée à Mme et MM les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, major
- M. ANDRIS Fabien, 1er surveillant
- M. AUBRY Philippe, 1er surveillant
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1^{er} surveillant
- M. DEFAUSSE Arnaud, 1er surveillant
- M. DIDELOT Hervé, 1^{er} surveillant
- M. FERINO Laurent, 1^{er} surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1^{er} surveillant
- Mme MALARME Christelle, major
- M. MULLER Patrick, 1er surveillant

aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 23 septembre 2013

La Directrice,
L. PERRIN

La Directrice du Centre de Détention de Toul donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1ers surveillants
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	X			X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15	X			X		
Désignation des membres assesseurs de la CDD	R.57-7-7	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 et 64	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions disciplinaires	R.57-7-6 et 7	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	R.57-7-60	X			X		

Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R.57-7-54 à 59	X			X		
3) Procédure d'isolement : Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R.57-7-65	X			X		
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R.57-7-66 et 70	X					
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R.57-7-64	X					
Levée de la mesure d'isolement	R.57-7-72 et 76	X					
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au QI	R.57-7-62	X			X		
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D.390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Autoriser la visite de l'établissement pénitentiaire	R.57-6-24 D.277	X					
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP	X					
5) Visites et correspondances : Octroi, refus, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP R.57-8-10	X	X				
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X		
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP	X					
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X					
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Autorisation, refus, suspension ou retrait de l'accès au téléphone pour les détenus	R.57-8-19	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP	X					
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP D.93 CPP	X			X	X	X
Placement en cellule de protection d'urgence	IS n°06/12	X			X		
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP	X		X			
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP	X					
Classement, déclassé ou suspension à titre préventif d'un détenu	D.99 CPP D.432-4 CPP R.57-7-22	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.436-2 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.436-3 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP	X	X		X		
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge, des livres brochés et des publications.	D.423 CPP D.431 CPP D.443-2 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire	D.444-1 CPP	X					
Décision d'utilisation de la dotation de protection d'urgence		X	X		X	X	

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-077 du 20 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation des chaussées de l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, entre les PR 263+800 et 261+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 18/09/2013 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 17/09/2013 ;

VU l'information de la commune de Custines ;

VU l'information de la commune de Frouard ;

VU l'information de la communauté de communes du Bassin de Pompey ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 20/09/2013 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 18/09/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 266+300 au PR 259+500	
SENS	Sens LUXEMBOURG-BEAUNE (sens 2)	
SECTION	Courante: 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Réhabilitation des chaussées.	
PERIODE GLOBALE	Du 23 septembre 2013 au 24 octobre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- basculement total du sens 2 sur le sens 1 de type 1+1 et 0 - fermeture d'une bretelle avec mise en place d'une déviation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de METZ	MISE EN PLACE PAR : - CEI CHAMPIGNEULLES

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Réhabilitation des chaussées du sens 2 (PR 266+300 à PR 259+500) - Phase nuit				
1	Les nuits des 23, 24, 25 et 30 septembre 2013, et les nuits des 1, 2, 7, 8, 9, 14, 15, 16, 17, 21, 22 et 23 octobre 2013 de 21h00 à 6h00 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	<u>A31 sens Luxembourg-Beaune :</u> AK5 au PR 266+300 <u>A31 sens Beaune-Luxembourg :</u> AK5 au PR 259+500	<u>A31 sens Luxembourg-Beaune :</u> <ul style="list-style-type: none"> Basculement total de circulation (1+1 et 0) du sens 2 sur le sens 1 entre les ITPC des PR 264+700 et 260+700. Fermeture de la bretelle de sortie A31 (sens 2) à l'échangeur n° 24 de Custines. <u>A31 sens Beaune-Luxembourg :</u> <ul style="list-style-type: none"> Neutralisation de la voie de gauche. 	<u>A31 sens Luxembourg-Beaune :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs. Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée Interdiction de dépasser pour tous véhicules. <u>Déviation :</u> Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant emprunter la sortie n° 24 en direction de Custines continueront sur l'A31 jusqu'à l'échangeur n° 22 de Frouard où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz et emprunter la sortie n° 24. <u>A31 sens Beaune-Luxembourg :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs. Interdiction de dépasser pour tous véhicules.
Réhabilitation des chaussées du sens 2 (PR 266+300 à PR 259+500) - Phase jour				
2	Les jours du 23 septembre au 24 octobre 2013 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	<u>A31 sens Luxembourg-Beaune :</u> AK5 au PR 266+300	<u>A31 sens Luxembourg-Beaune :</u> Circulation sur chaussée rabotée	<u>A31 sens Luxembourg-Beaune :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs. Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTRAC.

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisés par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Custines et Frouard ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Custines et Frouard.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société EUROVIA,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 20 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-078 du 23 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de signalisation horizontale de l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, entre les PR 256+650 et 252+900

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU la demande en date du 23/09/2013 présentée par le district de Metz ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 23/09/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 256+650 au PR 252+900	
SENS	Luxembourg-Beaune (sens 2)	
SECTION	Section courante 2x3 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Signalisation horizontale	
PERIODE GLOBALE	Nuit du 23 au 24 septembre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisations de voies	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIREST	MISE EN PLACE PAR : - CEI CHAMPIGNEULLES

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuit du 23 septembre 2013 23h00-2h00	AK5 au PR 256+650 B31 au PR 252+900 sens 2	Neutralisations des voies de gauche et médiane	Limitation de la vitesse à 70km/h ; Interdiction de dépasser pour tous véhicules.
2	Nuit du 23 septembre 2013 2h30-6h00	AK5 au PR 256+650 B31 au PR 252+900 sens 2	Neutralisations des voies médiane et de droite (VSVL)	Limitation de la vitesse à 70km/h ; Interdiction de dépasser pour tous véhicules.

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;

- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SIGNATURE,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 23 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0887 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par la MATERNITE REGIONALE de NANCY ;

AR R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 204 591 € soit :

1) 3 173 180 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 818 497 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

142 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

35 297 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

316 988 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 256 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 854 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 4 200 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 24 357 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

24 357 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0890 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, au CENTRE HOSPITALIER de TOUL ;

AR R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 453 172 € soit :

- 1) 1 400 855 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 171 351 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
28 319 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 907 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
195 629 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 649 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 24 041 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 28 946 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) -670 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
-670 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0892 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNÉVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE ;

A R R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 499 914 € soit :

- 1) 1 461 134 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 274 693 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
26 137 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
4 521 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
151 925 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 858 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 16 326 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 17 404 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 5 050 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
5 050 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0893 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-À-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON ;

A R R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 568 140 € soit :

- 1) 560 225 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
483 252 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
17 456 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
59 157 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
360 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 7 915 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0894 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de BRIEY ;

A R R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 483 561 € soit :

- 1) 2 396 915 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 067 721 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 46 910 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 16 844 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 261 327 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 113 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 53 949 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 32 697 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0895 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations

d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par le centre J. PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 140 517 € soit :

1) 140 517 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

140 517 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au centre J. PARISOT de BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0896 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations

d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par l'Association hospitalière de JOEUF ;

A R R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 300 796 € soit :

- 1) 300 796 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 194 991 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 104 801 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
 - 1 004 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'Association hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0897 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la SS ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013, par le CHU DE NANCY ;

ARRÊTE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 167 896 € soit :

- 1) 26 965 412 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 984 798 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 85 739 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 647 204 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 154 373 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 25 728 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 - 67 570 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)
- 2) 2 300 686 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 816 363 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
Dont 140 824€ au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) pour l'année 2012
- 4) 85 435 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 81 622 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
 - 3 813 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CHU DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0898 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013 par l'ICL A.VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRÊTE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 010 603 € soit :

- 1) 3 451 033 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 3 243 068 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 206 026 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 939 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 553 807 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 4 093 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 1 670 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 670 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'ICL A.VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0899 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013 par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

A R R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 58 293 € soit :

- 1) 58 293 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

58 293 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0900 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013 par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

A R R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 294 482 € soit :

1) 294 482 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

294 083 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

399 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0901 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013 par le SINCAL à NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 414 522 € soit :

1) 2 170 379 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 971 146 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

9 534 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

189 244 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

455 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 42 606 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 201 537 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au SINCAL à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0902 du 16 septembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à ALPHA SANTE pour les sites de Thionville et Mont-Saint-Martin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2013

Etablissement de Thionville N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 570 001 0181 - N° FINESS ETABLISSEMENT 570 003 079

Etablissement de Mont-Saint-Martin N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 570 001 0181 - N° FINESS ETABLISSEMENT 570 001 096

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2013 par ALPHA SANTE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 716 605 € soit :

1) 2 639 058 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 398 265 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

48 676 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

20 255 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

12 518 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

157 098 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 246 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 36 745 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 26 284 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 14 518 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

11 948 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

2 570 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à ALPHA SANTE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial,

Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté N° 2013-0921 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Régional de METZ-THONVILLE sur le site de MERCY afin d'assurer l'activité optionnelle de stérilisation des dispositifs médicaux des sites de THIONVILLE et HAYANGE du CHR, et la sous-traitance l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux du Centre Hospitalier de BRIEY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5126-2, L. 5126-3, L.5126-5, L. 5126-7, L. 5126-14, L. 6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21, R. 5126-42 à 44, et R. 6111-18 à R. 6111-21-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;

VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;

VU le décret n°2010-1030 du 30 août 2010 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS n°2013-637 en date du 21 juin 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la pharmacie à usage intérieur au Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE sur le site de MERCY ;

CONSIDÉRANT la demande en date du 2 août 2013 de Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'activité de stérilisation des sites de THIONVILLE et HAYANGE aux nouveaux locaux de la Pharmacie à Usage Intérieur du site de MERCY ;

CONSIDÉRANT la demande en date du 4 septembre 2013 de Monsieur le Directeur Adjoint des Projets et des Affaires Médicales du Centre Hospitalier de BRIEY en vue d'obtenir la modification de l'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur de BRIEY au titre de l'activité optionnelle de stérilisation ;

CONSIDÉRANT la convention inter-hospitalière de sous-traitance en stérilisation des dispositifs médicaux signée le 3 septembre 2013 entre le Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE (pharmacie à usage intérieur du site de MERCY), prestataire, et le Centre Hospitalier de BRIEY ;

CONSIDÉRANT l'avis du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé en date du 9 septembre 2013.

ARRETE

Article 1er - L'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE est modifiée, selon les modalités des articles suivants du présent arrêté, sur le site de Mercy – 1 allée du Château – 57530 Ars-Laquenexy- à compter du 9 septembre 2013.

Article 2 - La pharmacie à usage intérieur du site de Mercy du Centre Hospitalier Régional METZ THIONVILLE, est autorisée à exercer la totalité des activités obligatoires pour le site et les activités optionnelles suivantes :

La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L. 5126-4 ;

La délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales ;

La préparation des médicaments radio-pharmaceutiques ;

L'activité de stérilisation des dispositifs médicaux des sites de MERCY, THIONVILLE et HAYANGE du Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE ;

La sous-traitance de l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Hospitalier de BRIEY ;
La réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales mentionnées à l'article L. 5126-11.

Article 3 - La Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE sur le site de MERCY est autorisée à desservir, outre le site sur lequel elle est implantée, l'UCSA de la Maison d'Arrêt de Metz-Queuleu.

Article 4 - Le temps de présence minimal du pharmacien chargé de la gérance est fixé à 0,5 ETP soit 5 demi-journées hebdomadaires.

Article 5 - Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans les autorisations initiales devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 7 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;

et sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, de la Meurthe et Moselle et de la Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté N° 2013-0923 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital d'HAYANGE en conséquence du transfert de ses autorisations d'activités de soins au Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE

N° FINESSE ENTITÉ JURIDIQUE 570005165

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à

R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;

VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;

VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU le décret n°2010-1029 du 30 août 2010 relatif à la politique du médicament et des dispositifs médicaux stériles dans les établissements de santé ;

VU le décret n°2010-1030 du 30 août 2010 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux dans les établissements de santé ;

VU la licence n°426 du 30 juillet 1997 autorisant le transfert de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital d'ALGRANGE à l'Hôpital d'HAYANGE ;

VU la décision n°2012/0532 du 1er août 2012 de confirmation, au profit du Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE, des autorisations d'activités de soins précédemment détenues par l'association ALPHA SANTE et mises en œuvre sur le site de l'hôpital d'HAYANGE ;

CONSIDÉRANT que la confirmation au profit du Centre Hospitalier Régional de Metz Thionville des autorisations d'activité de soins précédemment détenues par l'association ALPHA SANTE ordonne la modification de l'entité juridique de rattachement de la Pharmacie à Usage Intérieur préalablement autorisée pour Alpha Santé, site d'HAYANGE ;

CONSIDÉRANT la convention de sous-traitance des préparations de chimiothérapie entre le Centre Hospitalier de BRIEY et le CHR de METZ-THIONVILLE (pharmacie à usage intérieur de son site d'HAYANGE), prestataire, signée le 30 novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT la convention de sous-traitance des préparations de chimiothérapie entre l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN (groupe SOS-ALPHA Santé) et le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE (pharmacie à usage intérieur de son site d'HAYANGE), prestataire, signée le 1er juillet 2013 ;

CONSIDÉRANT la demande en date du 2 août 2013 de Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'activité de stérilisation des sites de THIONVILLE et HAYANGE aux nouveaux locaux de la Pharmacie à Usage Intérieur du site de MERCY ;

CONSIDÉRANT les rapports des Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique en date du 9 septembre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du site de l'Hôpital d'HAYANGE est rattachée au Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE et est modifiée, selon les modalités des articles suivants du présent arrêté.

Article 2 - La Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE sur le site d'HAYANGE, 53 rue de Wendel (57700), est autorisée à exercer les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et R. 5126-9 du code de la santé publique :

La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1, ainsi que les dispositifs médicaux stériles ;

La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques et des médicaments anticancéreux injectables en unité centralisée de préparation des chimiothérapies anticancéreuses (UCPC) ;

La division des produits officinaux ;

La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L. 5126-4 ;

La stérilisation pour la phase de pré-lavage des dispositifs médicaux.

Article 3 - Les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dite sont confiées à la Pharmacie à Usage Intérieur du site de MERCY du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE.

Article 4 - La Pharmacie à Usage Intérieur du site d'HAYANGE du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE prépare des chimiothérapies anticancéreuses pour le compte :

- du Centre Hospitalier de BRIEY

- du Centre Hospitalier de MONT-SAINT-MARTIN

Article 5 - Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est fixé à 1 équivalent temps plein (ETP) soit 10 demi-journées hebdomadaires sur le site de HAYANGE.

Article 6 - Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans les autorisations initiales devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 7 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 8 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;
 - Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;
- et sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Lorraine, de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté N° 2013-0924 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY en ce qui concerne la sous-traitance des activités optionnelles de stérilisation des dispositifs médicaux et de préparation des chimiothérapies

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5126-2, L. 5126-3, L.5126-5, L. 5126-7, L. 5126-14, L. 6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21, R. 5126-42 à 44, et R. 6111-18 à R. 6111-21-1 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
VU le décret n°2010-1030 du 30 août 2010 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux dans les établissements de santé ;
VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
VU la licence n° 399 accordée par le Préfet de Meurthe et Moselle à l'Hôpital Civil de Briey pour l'ouverture d'une pharmacie à usage intérieur en date du 15 mai 1975 ;
VU l'arrête ARH de Lorraine du 2 décembre 2004 autorisant la vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY ;
VU l'arrêté ARH 54D09-183 du 28 septembre 2009 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY ;
VU l'arrêté 57D09-1630 du 28 septembre 2009 relatif à une demande d'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Bel Air de THIONVILLE à réaliser pour le compte du Centre Hospitalier de BRIEY l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux ;
VU l'arrêté ARS n°2013-0921 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE sur le site de MERCY afin d'assurer l'activité optionnelle de stérilisation des dispositifs médicaux des sites de THIONVILLE et HAYANGE du Centre Hospitalier Régional et la sous-traitance de l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux du Centre Hospitalier de BRIEY ;
CONSIDÉRANT la convention de sous-traitance des préparations de chimiothérapies entre le Centre Hospitalier de BRIEY et le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE (pharmacie à usage intérieur de son site d'Hayange) signée le 30 novembre 2012 ;
CONSIDÉRANT la convention inter-hospitalière de sous-traitance en stérilisation des dispositifs médicaux signée le 3 septembre 2013 entre le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE (site de MERCY) et le Centre Hospitalier de BRIEY ;
CONSIDÉRANT l'avis du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine en date du 9 septembre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY sise 31 avenue Albert à BRIEY est modifiée, selon les modalités des articles suivants du présent arrêté à compter du 9 septembre 2013.

Article 2 - La pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY est autorisée à exercer la totalité des activités obligatoires pour le site, et les activités optionnelles suivantes :

- La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L. 5126-4 ;
- La phase de pré-lavage de l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux.

Article 3 - Les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dites sont confiées à la PUI du site de MERCY du CHR de METZ-THIONVILLE.

Article 4 - L'activité de préparation de chimiothérapies est réalisée par la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) du site d'HAYANGE du CHR de METZ-THIONVILLE.

Article 5 - La pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY dessert les sites distants suivants :

- EHPAD Stern - 4, avenue Clémenceau – 54150 - BRIEY
- EHPAD « Les merisiers » 17, rue de Rond Poirier- 54150 - BRIEY
- Les CMP de BRIEY, JARNY et LONGWY

Article 6 - Le temps de présence minimal du pharmacien chargé de la gérance est fixé à 0,5 ETP soit 5 demi-journées hebdomadaires.

Article 7 - Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans les autorisations initiales devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 8 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 9 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;
 - Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- et sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, de la Meurthe et Moselle et de la Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté N° 2013-0925 en date du 20 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN en ce qui concerne la sous-traitance des préparations de chimiothérapies à la Pharmacie à Usage Intérieur du site d'HAYANGE du Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé Publique, notamment le chapitre 6 du titre 2 du livre 1 de la partie 5 et principalement ses articles L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R.5126-20 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
VU l'arrêté n°2010-246 du 13 septembre 2010 autorisant l'ouverture d'une deuxième Pharmacie à Usage Intérieur pour le compte d'Alpha-Santé sur le site de MONT-SAINT-MARTIN suite à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur A.H.B.L. de MONT-SAINT-MARTIN ;
VU l'arrêté n° 2013-0923 en date du 19 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital d'HAYANGE en conséquence du transfert de ses autorisations d'activités de soins au Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE ;
CONSIDERANT la convention de sous-traitance des préparations de chimiothérapies entre l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN (groupe SOS-ALPHA Santé) et le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE (pharmacie à usage intérieur de son site d'HAYANGE), prestataire, signée le 1er juillet 2013 ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN (groupe SOS-ALPHA Santé) sise 4, rue Alfred l'Abbé Mont-Saint-Martin est modifiée, selon les modalités des articles suivants du présent arrêté.

Article 2 - La pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN est autorisée à exercer les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et R. 5126-9 du code de la santé publique :

La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1, ainsi que les dispositifs médicaux stériles ;

La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;

La division des produits officinaux ;

La stérilisation des dispositifs médicaux (arrêté d'autorisation du 30 janvier 2003) ;

La vente de médicaments au public (arrêté d'autorisation du 20 décembre 2004).

Article 3 - L'activité de préparation de chimiothérapie est réalisée par la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) du site d'HAYANGE du CHR de METZ-THIONVILLE.

Article 4 - La pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN dessert également les sites distants suivants :

U.S.L.D. de VILLERUPT ;

Les services S.S.R. de la Résidence Mont-Saint-Martin ;

Le S.S.I.A.D et l'H.A.D.

Article 5 - Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est fixé à 1 équivalent temps plein (ETP) soit 10 demi-journées hebdomadaires.

Article 6 - Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 7 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 8 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;

et sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Lorraine, de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 20 septembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à VANDOEUVRE-LES-NANCY au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 25 juillet 2013 présentée par Madame MAS LOISON Dominique – Directrice de l'association LES BEBES BUGS – 10 rue du Luxembourg – bâtiment les Rossignols – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er - L'association LES BEBES BUGS - 10 rue du Luxembourg – bâtiment les Rossignols – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY SIRET 402 378 277 000 14 code APE 8891A

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 20 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Arrêté du 23 septembre 2013 en matière gracieuse et contentieuse relevant du code général des impôts

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de l'annexe II à ce code et les articles 212 et suivants de l'annexe IV à ce code ;

ARRETE

Article 1er - La délégation dont disposent, en matière gracieuse et contentieuse, en application du III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts, les responsables des services douaniers, visés au II de l'article 214 de l'annexe IV au code général des impôts, de la direction régionale des douanes et droits indirects de Lorraine concerne la seule « Procédure de Règlement Simplifié 4823bis - P.R.S.) ».

Article 2 - La délégation prévue à l'article 1er du présent arrêté est limitée aux montants suivants :

- le montant de l'amende ne doit pas excéder mille cinq cents euros (1.500 €),
- le montant des droits fraudés ne doit pas excéder deux mille euros (2.000 €),
- en l'absence de droits fraudés, le montant des droits compromis ne doit pas excéder quinze mille euros (15.000 €),
- en l'absence de droits fraudés ou droits compromis, le montant de la valeur servant de calcul de la pénalité proportionnelle ne doit pas excéder deux mille cinq cents euros (2.500 €).

Article 3 - La liste des responsables des services douaniers concernés par le présent arrêté est jointe en annexe UN au présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté prend effet le 1er octobre 2013 et sera publié au recueil des actes administratifs des départements de Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle et des Vosges.

Nancy, le 23 septembre 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Christian LEBLANC

Annexe UN à l'arrêté du 23 septembre 2013

**Listes des responsables de service bénéficiaires d'une délégation de signature permanente
du directeur régional des douanes et droits indirects de Lorraine, en application du III de l'article 408
de l'annexe II au code général des impôts et du II de l'article 214 de l'annexe IV au code général des impôts**

Nom/prénom	Grade et fonction	Résidence
GOASDOUE Erik	DSD2 – chef division Lorraine nord	Division Lorraine nord Route d'Illange - 57971 YUTZ
GLAD Patrick	IP 1 – chef division Lorraine sud	Division Lorraine sud 150 rue Alfred Krug - 54052 NANCY
CRESPIN Jean Bernard	CSC 2 fonctionnel - chef SRE	Service Régional d'Enquêtes 9 rue Chalignot - 54035 NANCY
DECLUNDER Marc	IP 1 – chef bureau de douane	Bureau d'Ennery ZAC Garolor - 57365 ENNERY
ARCIER Michel	IR1 – chef bureau de douane	Bureau de Nancy 150 rue Alfred Krug - 54052 NANCY
COLLET Jean Luc	IR2 – chef intérimaire bureau de douane	Bureau d'Epinal 16 avenue Pierre Blanck - 88050 EPINAL
BIRKENSTOCK Martine	IR2 – adjoint faisant fonction de chef de bureau	Bureau de Saint-Avold Europort - 57501 SAINT-AVOLD
LEDUR Lionel	IR3 – chef bureau de douane	Bureau de Bar-le-Duc 24 avenue du 94 RI - 55013 BAR-LE-DUC
BAESJOU Marc	IR3 – chef de la surveillance douanière	Brigade de St-Avold 53 rue Altmayer - 57501 SAINT-AVOLD
BAESJOU Marc	IR3 – chef de la surveillance douanière	Brigade de Sarreguemines 13 rue Pasteur 57214 SARREGUEMINES
SOCHA Raymond	IR3 – chef de la surveillance douanière	Brigade de Thionville Route d'Illange - 57971 YUTZ
MARLIOT Olivier	Inspecteur - chef de la surveillance douanière	Brigade Ferroviaire 27 place St Thiébault - 57036 METZ
GIGLEUX Mathieu	Inspecteur - chef de la surveillance douanière	Brigade de Nancy 150 rue Alfred Krug - 54052 NANCY
WAGNER Daniel	Inspecteur - chef de la surveillance douanière	Brigade de Metz 1 rue Jean Pierre Pécheur - 57148 WOIPPY
BOFFY Mathieu	Inspecteur - chef de la surveillance douanière	Brigade de Mont Saint Martin zone du Petit Breuil 54400 LONGWY
PISTER David	Contrôleur principal	Brigade de Verdun 4 allée Monjardin - 55100 VERDUN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**POLE GESTION FISCALE**

Décision du 1er septembre 2013 portant désignation de M. Thierry TROTTIER, vice-président au tribunal administratif, et de Mlle Camille DOUMERGUE, conseiller au tribunal administratif, pour présider la Commission Départementale des Impôts directs et des Taxes sur le Chiffre d'affaires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er septembre 2013

Le Président du Tribunal Administratif de Nancy,

VU le code général des impôts, notamment en son article 1651 ;

D E C I D E

Article 1er - Sont désignés pour présider la Commission Départementale des Impôts directs et des Taxes sur le Chiffre d'affaires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er septembre 2013 :

- M. Thierry TROTTIER, vice-président au tribunal administratif ;
- Mlle Camille DOUMERGUE, conseiller au tribunal administratif.

Article 2 : La présente décision remplace la précédente en date du 1er janvier 2013 et sera notifiée au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er septembre 2013

Le Président,
Christophe LAURENT

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE NANCY CHU**Procuration du 16 septembre 2013 sous seing privé et délégation de signature à Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur Divisionnaire**

Le soussigné M. VOLLMAR Dominique, Comptable du Centre des Finances Publiques de Nancy Centre Hospitalier Universitaire

D E C L A R E

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur Divisionnaire.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le centre des finances publiques de Nancy CHU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

Lui donner délégation pour effectuer les déclarations de créances et d'agir en Justice (art 16 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable).

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Centre des finances publiques du CHU, entendant ainsi transmettre à Mme Odile GAMBETTE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il le puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Odile GAMBETTE

Inspecteur Divisionnaire

Nancy, le 16 septembre 2013

Signature du mandant

Dominique VOLLMAR

Comptable

Procuration du 16 septembre 2013 sous seing privé et délégation de signature à M. Bruno STORAI , Inspecteur des Finances Publiques

Le soussigné M. VOLLMAR Dominique, Comptable du Centre des Finances Publiques de Nancy Centre Hospitalier Universitaire

D E C L A R E

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Bruno STORAI , Inspecteur des Finances Publiques

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le centre des finances publiques de Nancy CHU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération

Lui donner délégation pour effectuer les déclarations de créances et d'agir en Justice (art 16 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable).

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Centre des finances publiques du CHU, entendant ainsi transmettre à M. Bruno STORAI tous les pouvoirs suffisants pour qu'il le puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Bruno STORAI

Inspecteur des Finances Publiques

Nancy, le 16 septembre 2013

Signature du mandant

Dominique VOLLMAR

Comptable

TRESORERIE DE LONGUYON**Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Michèle MASSA, Contrôleur 2^{ème} classe des Finances Publiques**

Le soussigné RAMASSAMY Eric, Trésorier de LONGUYON

D E C L A R E

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Michèle MASSA, Contrôleur 2^{ème} classe des Finances Publiques.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LONGUYON, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LONGUYON, entendant ainsi transmettre à Madame Michèle MASSA tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Michèle MASSA

Contrôleur 2^{ème} classe

le cas échéant,

donner délégation à Madame Michèle MASSA Contrôleur 2^{ème} classe des Finances Publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Michèle MASSA

Contrôleur 2^{ème} classe

Longuyon, le 12 septembre 2013

Signature du mandant

Eric RAMASSAMY

Inspecteur

Signature du délégant

Eric RAMASSAMY

Inspecteur

Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Eliane MOSCHEL, Contrôleur 2^{ème} classe des Finances Publiques

Le soussigné RAMASSAMY Eric, Trésorier de LONGUYON

DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Eliane MOSCHEL, Contrôleur 2^{ème} classe des Finances Publiques. Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LONGUYON, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LONGUYON, entendant ainsi transmettre à Madame Eliane MOSCHEL tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Eliane MOSCHEL
Contrôleur 2^{ème} classe

Signature du mandant
Eric RAMASSAMY
Inspecteur

le cas échéant, donner délégation à Madame Eliane MOSCHEL Contrôleur 2^{ème} classe des Finances Publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Eliane MOSCHEL
Contrôleur 2^{ème} classe

Signature du délégant
Eric RAMASSAMY
Inspecteur

Longuyon, le 12 septembre 2013

Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Fabrice PIERROT, Agent d'administration principal 2^{ème} classe des Finances Publiques

Le soussigné RAMASSAMY Eric, Trésorier de LONGUYON

DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Fabrice PIERROT, Agent d'administration principal 2^{ème} classe des Finances Publiques. Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LONGUYON, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LONGUYON, entendant ainsi transmettre à Monsieur Fabrice PIERROT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Fabrice PIERROT

Signature du mandant
Eric RAMASSAMY
Inspecteur

Agent d'administration principal 2^{ème} classe
le cas échéant,

donner délégation à M Fabrice PIERROT Agent d'administration principal 2^{ème} classe des Finances Publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Fabrice PIERROT

Signature du délégant
Eric RAMASSAMY
Inspecteur

Agent d'administration principal 2^{ème} classe
Longuyon, le 12 septembre 2013

Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Jean-Jacques WATRIN, Contrôleur principal des Finances Publiques

Le soussigné RAMASSAMY Eric, Trésorier de LONGUYON

DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Jean-Jacques WATRIN, Contrôleur principal des Finances Publiques. Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LONGUYON, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LONGUYON, entendant ainsi transmettre à Monsieur Jean Jacques WATRIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Jean-Jacques WATRIN
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Eric RAMASSAMY
Inspecteur

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Jean Jacques WATRIN Contrôleur Principal des Finances Publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Jean-Jacques WATRIN

Contrôleur Principal

Longuyon, le 12 septembre 2013

Signature du délégant

Eric RAMASSAMY

Inspecteur

TRESORERIE DE NANCY MUNICIPALE

Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Ouafa BEN BOUBAKER, Inspectrice des Finances Publiques

Le soussigné Christian KULIK, Trésorier de TRESORERIE NANCY MUNICIPALE

DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Ouafa BEN BOUBAKER, Inspectrice des Finances Publiques.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de

NANCY MUNICIPALE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de NANCY MUNICIPALE, entendant ainsi transmettre à Mme Ouafa BEN BOUBAKER tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Ouafa BEN BOUBAKER

Inspectrice des Finances Publiques

Nancy, le 12 septembre 2013

Signature du mandant

Christian KULIK

Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques

Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Anne-Claire CREPIN, Inspectrice des Finances Publiques

Le soussigné Christian KULIK, Trésorier de TRESORERIE NANCY MUNICIPALE

DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Anne-Claire CREPIN, Inspectrice des Finances Publiques.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de NANCY MUNICIPALE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de ... NANCY MUNICIPALE, entendant ainsi transmettre à Mme Anne-Claire CREPIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Anne-Claire CREPIN

Inspectrice des Finances Publiques

Nancy, le 12 septembre 2013

Signature du mandant

Christian KULIK

Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques

Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Franck SCHWALLER, Inspecteur des Finances Publiques

Le soussigné Christian KULIK, Trésorier de TRESORERIE NANCY MUNICIPALE

DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Franck SCHWALLER, Inspecteur des Finances Publiques.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de NANCY MUNICIPALE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de NANCY MUNICIPALE, entendant ainsi transmettre à M. Franck SCHWALLER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Franck SCHWALLER

Inspecteur des Finances Publiques

Nancy, le 12 septembre 2013

Signature du mandant

Christian KULIK

Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

DIRECTION

Arrêté DDCS n° 91 du 19 septembre 2013 portant approbation de la convention constitutive du groupement social et médico-social « L'Accueil familial de Meurthe-et-Moselle » dont le siège social est à la mairie de LONGUYON

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment L'article L 312-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'article R 312 -194 du même code,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Bertrichamps (Meurthe et Moselle), séance du 6 novembre 2009, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Bures (Meurthe et Moselle), séance du 25 juin 2010, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Custines (Meurthe et Moselle), séance du 14 mai 2009, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Longuyon (Meurthe et Moselle), séance du 26 septembre 2009, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Malleloy (Meurthe et Moselle), séance du 25 janvier 2010, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Morfontaine (Meurthe et Moselle), séance du 14 mai 2009, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la commune de Parroy (Meurthe et Moselle), séance du 9 juillet 2010, mentionnant que le conseil municipal approuve l'adhésion de la commune au groupement de coopération médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » selon les termes de la convention constitutive du groupement,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la Cohésion Sociale,

ARRETE

Article 1er - La convention constitutive du groupement médico-social dénommé « L'accueil familial de Meurthe et Moselle » dont l'objet de concourir à l'action médico-sociale territoriale liée à l'accueil familial de personnes âgées ou handicapés adultes, crée par délibérations des conseils municipaux des communes de Bertrichamps, Bures, Custines, Longuyon, Malleloy, Morfontaine, Parroy est approuvée.

Article 2 - Le siège social, selon l'article 3 de la convention constitutive du groupement, est la mairie de Longuyon.

Article 3 - Le groupement est crée sans limitation de durée.

Article 4 - Le groupement n'ayant pas la qualité d'établissement social ou médico-social selon les dispositions du 3ième alinéa de l'article L 312-7 devra se conformer aux dispositions du Code de l'Action sociale et des Familles en matière d'autorisation des établissements et services prévus à l'article L 312- 1.

Article 5 - Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de créer des services en application des articles L 7231-1 et D 231-1 du Code du Travail.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

*Unité forêt - chasse***Arrêté n° 379 du 23 septembre 2013 prononçant une distraction du régime forestier - Territoire communal de MERCY-LE-BAS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à . Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n° 2012/DDT/SH/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Mercy-le-Bas en date du 18 juillet 2013 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrale section ZH n° 48, territoire communal de Mercy-le-Bas ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 11 septembre 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er - Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Mercy-le-Bas	Mercy-le-Bas	Potiau	ZH	48	0 ha 07 a 00
Total					0 ha 07 a 00

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Mercy-le-Bas.

Nancy, le 23 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Chef du service agriculture - forêt - chasse,
Philippe SCHOTT

Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 346 du 24 septembre 2013 fixant la composition du comité technique de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.411-20 fixant la composition du comité technique départemental,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2012 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux,
VU la proposition des représentants élus de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux en date du 16 août 2013 ;

ARRETE

Article 1er - Le comité technique départemental prévu à l'article R.411-20 du code rural et de la pêche maritime est constitué ainsi qu'il suit pour le département de Meurthe-et-Moselle :

Président :

Le préfet ou son représentant.

1°) **Membres désignés avec voix délibérative :**

- Cinq représentants de la profession agricole désignés par le préfet sur proposition des représentants élus de la commission consultative départementale paritaire des baux ruraux :

- * M. Alain GOUDOT - titulaire
- * M. Charles CHONE - titulaire
- * Mme Marie-Louise THOUVENIN - titulaire
- * Mme Sophie LEHE - titulaire
- * M. Philippe BERNARD - titulaire
- * Mme Marie Andrée BANZET - suppléante
- * M. Marcel MARCHAND - suppléant
- * M. François THOMAS - suppléant
- * M. Cyril GENAY - suppléant
- * M. Philippe HENNEBERT - suppléant

2°) **Membres de droit avec voix consultative:**

- M. le président de la caisse régionale de crédit agricole ou son représentant

- Deux personnalités qualifiées désignées par le préfet sur proposition de la chambre départementale d'agriculture :

- * M. Nicolas PETITJEAN
- * M. Jean-Philippe THOMASSIN

- Trois fonctionnaires désignés par le préfet :

- * M. Philippe SCHOTT - titulaire
- * Mme Dominique GERZAGUET - titulaire
- * M. Alain GARCERA - titulaire
- * Mme Ghislaine DOSSOU - suppléante
- * M. Patrick GARASSIEU - suppléant
- * Mme Carine FROMEYER - suppléante

Article 2 - La commission est nommée pour une durée de cinq ans à compter de sa constitution.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Cellule nature - biodiversité - pêche

Arrêté SEEB-NBP-2013/26 du 26 septembre 2013 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2 et R. 411-6 à R. 411-14 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{ème} de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la demande du Muséum Aquarium de Nancy en date du 28/08/2013 ;

CONSIDÉRANT que l'objectif pédagogique des expositions sollicitées s'intègre dans le cadre de la sensibilisation du public pour la thématique suivante :

- Biomimétisme ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er - Objet de l'autorisation

Le Muséum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter et exposer les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les prescriptions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Précision (Nombre)	Date de l'exposition	Lieu de l'exposition
Dendrobates tinctorius	Dendrobate à tapirer	2 Espèce CITES annexe II/ B préconvention (individus datant de la première partie du 20ème siècle).	1er octobre 2013 au 31 mars 2014	Espace animalier de la Pépinière Parc de la pépinière 54000 Nancy

Article 2 - Prescriptions

Un numéro d'inventaire doit être porté sur le spécimen de façon apparente et définitive.

La présentation doit intégrer les informations minimales suivantes :

- Les noms d'espèce scientifiques et vernaculaires des spécimens exposés ;
- Leur statut juridique.

Article 3 - Exécution

M. le Secrétaire Général de la préfecture M. le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Chef du service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à son bénéficiaire, et dont un exemplaire sera affiché par son bénéficiaire à l'entrée des différentes expositions.

Nancy, le 26 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
Jean Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté DDSIS N° 2792/2013 du 21 août 2013 portant actualisation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales - livre IV - titre II - article L 1424 et suivants et R 1424-1 et suivants ;

VU la Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1999 arrêtant le premier schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 portant actualisation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du Comité Consultatif Départemental des Sapeurs-Pompiers Volontaires du 18 juin 2013 ;

VU l'avis du Comité Technique Paritaire Départemental du 18 juin 2013 ;

VU l'avis de la Commission Administrative et Technique du 24 juin 2013 ;

VU l'avis du Conseil Général du 27 juin 2013 ;

VU l'avis conforme du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 28 juin 2013 ;

Le projet ayant été présenté au collège de service de l'Etat le 29 mai 2013 ;

ARRETE

Article 1er - Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques 2013 du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle, actualisant le SDACR 2007, est arrêté.

Article 2 - Ce document sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service Départemental d'Incendie et de Secours. Il sera consultable sur demande, à la Préfecture, dans les Sous-Préfectures et au siège du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Nancy, le 21 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

DIRECTION

Décision n° DIR/20/2013 du 25 septembre 2013 portant délégation de signature

Le Directeur du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 6143-33 à D 6143-35 ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance ;

VU la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1er septembre 2009 ;

VU l'arrêté de la Directrice du Centre National de Gestion nommant Madame Corinne MEUNIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy et au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port à compter du 3 juin 2013 ;

VU l'avenant n° 1 à la convention du 28 novembre 2012 définissant les modalités de coopération en matière de gestion informatique et de pilotage du système d'information entre le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port et le Centre Psychothérapique de Nancy, prenant effet à compter du 1er janvier 2012 ;

D E C I D E

Article 1er - Délégation permanente est donnée à Madame Corinne MEUNIER, Directeur Adjoint chargée des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

- Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du service relevant du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de services.

Article 2 - Délégation permanente est donnée à Madame Christel BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Madame Corinne MEUNIER, Directeur Adjoint en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'Information Hospitalier.

Article 3 - En cas d'absence de Madame Christel BISAGA, délégation est donnée à Monsieur Steve TAPIN, Analyste, pour ce qui concerne l'article 2.

Article 4 - La signature de Madame Corinne MEUNIER et celles des agents visés aux articles 2 et 3 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions des signataires.

Article 5 - Cette décision prendra effet à compter du 1er octobre 2013.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 - Cette décision annule et remplace la décision n° DIR/10/2012 du 12 mars 2012.

Article 7 - Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Principal de St Nicolas de Port,
- Intéressés,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 25 septembre 2013

Le Directeur,
Gilles BAROU